

Sur Canal+, des témoignages

— DOMINIQUE DHOMBRES —

## D'étranges instructeurs

C'EST UN bien curieux savoir-faire que la France a exporté dans les années 1960 et 1970 en Amérique du Sud : techniques d'interrogation des prisonniers, torture, quadrillage de la population. Ce que les officiers français avaient appris sur le terrain, pendant la guerre d'Algérie, ils l'ont transmis aux militaires argentins, brésiliens et chiliens chargés de la lutte contre la « subversion ». Le rôle des instructeurs nord-américains, en particulier ceux de l'École des Amériques, installée dans la zone du canal de Panama, a souvent été raconté. Celui, peut-être aussi important, de leurs homologues français était resté dans l'ombre. Ce n'est plus le cas après la diffusion, lundi soir sur Canal+, du film de Marie-Monique Robin *Les Escadrons de la mort : l'école française*.

« Nous avons tout appris des Français », explique le général Albano Harguindeguy, qui fut en Argentine le ministre de l'intérieur de la junte militaire dirigée par le général Videla. Le modèle sans cesse cité est celui de la bataille d'Alger (janvier-septembre 1957) menée par les parachutistes français contre le FLN. On retrouve à chaque pas le général Aussaresses, spécialiste des inter-

rogatoires et des exécutions sommaires. Celui-ci a notamment été attaché militaire au Brésil, en 1973. Le général Manuel Contreras, qui fut le chef de la police secrète de Pinochet, révèle que de nombreux officiers chiliens, en stage au Brésil, ont reçu l'« enseignement » d'Aussaresses. On sait que ce dernier avait érigé, quasiment en doctrine, l'idée qu'il fallait se débarrasser des prisonniers qui avaient été torturés. Il avait fait bénéficier de sa riche expérience dans ce domaine, dès 1961, à Fort Bragg, aux Etats-Unis, des officiers américains, qui s'en sont inspirés par la suite au Vietnam.

Les militaires argentins qui ont systématiquement jeté à la mer les corps des personnes qu'ils avaient enlevées et torturées ont suivi les leçons de leurs instructeurs français, qui avaient fait de même dans la baie d'Alger. L'idée centrale transmise par ces professeurs d'un genre bien particulier est que la guerre contre la subversion ne peut être menée avec des méthodes « classiques ». Le plus extraordinaire, dans cette affaire, est que l'Etat français était parfaitement au courant du type d'enseignement dispensé par ces officiers ainsi envoyés en Amérique du Sud.

# L'Argentine sous le choc

**L'**ENQUÊTE de Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort : l'école française*, diffusée lundi 1<sup>er</sup> septembre sur Canal+ dans « Lundi investigation », le magazine présenté par Paul Moreira et Emilie Raffoul, a suscité un véritable tumulte en Argentine. Dans son documentaire, qui montre comment l'armée française a formé des tortionnaires sud-américains aux méthodes de répression rodées en Algérie (« Le Monde Télévision », du 30 août), la journaliste fait témoigner les généraux Ramon Diaz Bessone, ex-ministre du général Jorge Videla, l'ancien dictateur Reynaldo Bignone et Albano Harguindeguy.

Pour la première fois, ces anciens hauts officiers de la dictature reconnaissent, devant la caméra, avoir fait torturer et disparaître des milliers de citoyens. Leurs propos, repris par les journaux, télévisions et radios argentines après la diffusion en France du film sur Canal+, ont déclenché une vague de réactions. Marie-Monique Robin a dû répondre à de nombreuses interviews de la presse argentine. Le ministre de la défense argentin a convoqué en réunion de

crise l'état-major de l'armée pour discuter d'éventuelles sanctions à l'encontre des généraux. « Ces témoignages arrivent à un moment important pour l'Argentine, le président Nestor Kirchner, élu en mai, et pour qui les droits de l'homme sont une priorité, ayant demandé l'abrogation des lois d'amnistie », commente Marie-Monique Robin, qui se dit néanmoins surprise par les réactions qu'a déclenchées son film en Amérique latine.

Au Chili, le documentaire a suscité moins de remous (*Le Monde* du 9 septembre). Une interview du général Manuel Contreras, ex-chef de la police secrète de Pinochet, affirmant avoir été aidé par la DST française dans sa traque des réfugiés chiliens, a toutefois choqué l'opinion. En France, les révélations concernant l'armée et mettant en cause des personnalités du gouvernement, sous Valéry Giscard d'Estaing, n'ont pour le moment donné lieu à aucune réaction.

S. Ke.

■ *Escadrons de la mort : l'école française est rediffusé vendredi 12 à 22 h 05 sur Canal+ Bleu et mardi 16 à 5 h 35 sur Canal+.*

**LE MONDE**

12 septembre 2003

## TÉLÉVISION

### L'opération « Condor »

On est sans doute loin de tout savoir encore sur le réseau terroriste à grande échelle liant, dans les années 1970 puis 1980, les services secrets militaires d'Amérique du Sud (Chili, Argentine, Brésil, Bolivie, Paraguay et Uruguay), avec l'appui très probable des Etats-Unis (CIA) et d'Interpol. Le projet de cette opération spéciale, au nom de code « Condor » : « la lutte contre le terrorisme ». L'objectif : échanger des informations et des méthodes de répression pour éliminer, où qu'ils se trouvent, les « opposants » politiques à la dictature d'un quelconque de ces pays. Au vu de documents secrets découverts au Paraguay en 1992, dénommés « les archives de la terreur », et d'archives de la CIA déclassifiées en 2000, la coordination des services secrets de ces pays devait permettre, par exemple, de faire disparaître deux cents Chiliens détenus par des pays voisins ainsi que des milliers d'autres dans toute l'Amérique latine. C'est à cette opération « Condor » et, principalement, aux inlassables recherches de l'avocat paraguayen Martin Almada dans ce domaine, que Laurent Joffrin consacre aujourd'hui « Les repères de l'histoire », avec le film d'un cinéaste argentin (2003, inédit), Rodrigo Vazquez. Les remous que commence à susciter la diffusion d'un autre documentaire, *Les Escadrons de la mort*, de Marie-Monique Robin, lundi 1<sup>er</sup> septembre, dans « Lundi investigation » sur Canal+, renforcent encore l'intérêt de cette programmation. — Ma. D.

Enquête sur l'opération « Condor », 16 heures, France 5.

**LE MONDE**

15 septembre 2003

## MM. Giscard d'Estaing et Messmer pourraient être entendus sur l'aide aux dictatures sud-américaines

Un avocat parisien a demandé à un juge leur audition après la diffusion d'un film sur la coopération de militaires français avec les dictatures dans les années 1970

LE DOCUMENTAIRE « Les escadrons de la mort : l'école française », diffusé sur Canal+ lundi 1<sup>er</sup> septembre, pourrait avoir des conséquences judiciaires et politiques. Cette enquête journalistique, qui a déjà provoqué de vives réactions en Argentine (*Le Monde* du 13 septembre), dénonce la manière dont l'armée française a, semble-t-il, « exporté » ses méthodes de répression, et collaboré, par le biais de divers instructeurs, avec plusieurs régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud dans les années 1970.

M<sup>r</sup> William Bourdon, l'avocat des familles de quatre Français disparus en Argentine à l'époque de la junte militaire (1976-1982), a écrit, lundi 22 septembre, au juge d'instruction parisien Gérard Caddéo, chargé des enquêtes sur ces disparitions. M<sup>r</sup> Bourdon demande l'audition de sept personnes, de nationalité française, dont les noms sont cités dans le documentaire. Parmi elles, figurent un ancien diplomate, quatre officiers à la retraite, mais aussi des responsables politiques : l'ancien premier ministre (1972-1974) Pierre Messmer et Valéry Giscard d'Estaing, président de la République de 1974 à 1981.

M. Messmer, qui fut également ministre des armées de 1960 à 1969, a fait savoir au *Monde* qu'il était « prêt à répondre » à une éventuelle convocation du juge. Selon son entourage, M. Giscard d'Estaing n'était pas joignable, mercredi matin 24 septembre.

En s'appuyant sur le film, M<sup>r</sup> Bourdon assure que les « plus hauts représentants de l'Etat » étaient « parfaitement informés de cette collaboration et de sa nature ». Selon nos informations, le juge Caddéo a déjà effectué des recherches dans les archives militaires afin d'en savoir davantage sur ces accords de coopération.

### RÔLE DÉCISIF

L'enquête de la journaliste Marie-Monique Robin, riche en témoignages inédits, tend à démontrer que la France a joué un rôle décisif dans la formation des militaires argentins. Les officiers dont M<sup>r</sup> Bourdon demande l'audition avaient tous participé à la guerre d'Algérie - et fréquenté parfois les rangs de l'OAS - avant de partir en Amérique du Sud.

Ils auraient enseigné aux Sud-Américains les techniques de quadrillage d'une ville, les méthodes

d'interrogatoire et de torture, ainsi que la mise en place des « escadrons de la mort », chargés de faire disparaître les « éléments subversifs ». Pour la seule Argentine, les organisations de défense des droits de l'homme estiment à 30 000 le nombre de morts et de disparus.

Le film fait également état d'une collaboration policière étroite, impliquant cette fois la direction de la surveillance du territoire (DST). A en croire le témoignage de l'ancien ministre argentin de l'intérieur, Albano Harguindeguy, son homologue français, Michel Poniatowski - décédé en 2002 -, aurait encouragé cette coopération et ordonné la surveillance des Sud-Américains exilés en France.

Parallèlement à ces développements judiciaires, les trois députés Verts à l'Assemblée nationale, emmenés par Noël Mamère, réclament la création d'une commission d'enquête parlementaire. « *L'honneur de la France, écrivent les élus écologistes, est de faire toute la lumière sur cette funeste période tant restent opaques et inconnus bien des aspects de cette étrange coopération.* »

Philippe Broussard